Akissa BAHRI â€“ FacilitÃ© africaine de lâ€™eau

InitiÃ©e par le Conseil des ministres africains de l'eau et hÃ©bergÃ©e par la Banque africaine de dÃ©veloppement, la FacilitÃ© africaine de l'eau, FAE/BAD, se positionne sur des approches et des technologies novatrices pouvant Ãªtre aisÃ©ment vulgarisÃ©es.Â H2o-IRC 1er trimestre 2011.Â

LA FACILITÃ‰ AFRICAINE DE L'EAU

se positionne sur des approches et des technologies novatrices pouvant Ãªtre aisÃ©ment vulgarisÃ©es

l'interview du Dr Akissa BAHRI

Coordinatrice de la FacilitÃ© africaine de l'eau - FAE/BAD

propos recueillis par Martine LE BEC

Sources NouvellesÂ - IRC

en collaboration avec le rÃ©seau RICHE - Burkina Faso

1er trimestre 2011

Â

Quelles sont les grandes lignes de la FacilitÃ© africaine de l'eau ?

La FacilitÃ© africaine de l'eau est une initiative du Conseil des ministres africains de l'eau - AMCOW, destinÃ©e Ã faire face aux besoins croissants d'investissements du continent dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Cette crÃ©ation est venue dans la lignÃ©e des objectifs exprimÃ©s en 2000 dans la "Vision africaine de l'eau pour 2025" (Africa Water Vision 2025) et des Objectifs du millÃ©naire pour le dÃ©veloppement. InitiÃ©e en 2004, la FacilitÃ© est devenue opÃ©rationnelle en 2006. Elle est hÃ©bergÃ©e par la Banque africaine de dÃ©veloppement - BAD, qui lui fournit un cadre opÃ©rationnel adÃ©quat. C'est donc une initiative africaine, destinÃ©e aux Africains et gÃ©rÃ©e par une institution rÃ©gionale.

La FacilitÃ© a Ã©tÃ© depuis l'origine soutenue par la Commission europÃ©enne, la SuÃ¨de, la France, la NorvÃ¨ge, le Danemark, l'Autriche, le Canada, rejoints par le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Australie et la BAD. Ã€ ses bailleurs "historiques" sont venus s'ajouter deux bailleurs du continent : le SÃ©nÃ©gal et l'AlgÃ©rie. Nous espÃ©rons que ce mouvement s'accentue et que les pays africains s'approprient l'instrument ; une campagne de prospection a Ã©tÃ© lancÃ©e auprÃ¨s des

pays du continent. Ceci est symboliquement important.

Un certain nombre de partenaires ont renforcÃ© leur soutien en mettant Ã disposition de la FacilitÃ© des assistants techniques : c'est notamment le cas de la France, de la NorvÃ¨ge, du Royaume-Uni et de l'Autriche.

La FAE se diffÃ©rencie des instruments traditionnels de financement par certaines spÃ©cificitÃ©s : l'approche participative qu'elle a instaurÃ©e pour l'Ã©laboration des projets ; la singularitÃ© de son portefeuille et sa capacitÃ© de s'adapter aux besoins et aux contextes autant locaux, que nationaux ou rÃ©gionaux. La FacilitÃ© intervient Ã la demande des organisations bÃ©nÃ©ficiaires. Pour cela, elle a organisÃ© un systÃ¨me d'Ã©ligibilitÃ© ouvert, lui permettant de travailler avec une grande variÃ©tÃ© d'acteurs, tels que les services publics, les organismes de bassins, les institutions rÃ©gionales, les organisations non gouvernementales, les administrations locales / municipalitÃ©s et les organisations communautaires de base (OCB). Nous accordons par ailleurs une attention particuliÃ¨re Ã l'originalitÃ© des projets qui nous sont soumis ainsi qu'Ã leur capacitÃ© de "passer Ã l'Ã©chelle", c'est-Ã -dire de s'insÃ©rer dans un cadre Ã©largi, Ã l'appui d'autres Ã©tudes ou d'autres projets, par exemple nationaux, transnationaux ou mÃªme continentaux avec lesquels ils sont complÃ©mentaires, ce qui leur permettra de produire des rÃ©sultats plus probants et plus complets. C'est l'effet de levier qui est recherchÃ©. Les financements accordÃ©s sont dans tous les cas infÃ©rieurs Ã 5 millions d'euros ; la majoritÃ© d'entre eux sont mÃªme d'un montant infÃ©rieur Ã 2 millions d'euros ; cependant ces financements ont vocation Ã susciter des intÃ©rÃªts et entraÃ®ner des investissements supplÃ©mentaires. La FAE cherche Ã rendre "bancables" les projets qu'elle a retenus.

ParallÃ¨lement Ã cette dÃ©marche orientÃ©e sur la valeur ajoutÃ©e des projets, la FAE a dÃ©veloppÃ© un appui spÃ©cifique Ã‰tats fragiles. Alors que les interventions de la plupart des donateurs bilatÃ©raux et multilatÃ©raux dans ces pays sont limitÃ©es, la FAE est capable de fournir un appui aux pays sortant d'un conflit ; de mÃªme, la FAE est en mesure de fournir un appui aux pays confrontÃ©s Ã de graves crises. Elle compte ainsi actuellement, dans son portefeuille, des projets, approuvÃ©s ou mis en œuvre, dans la plupart des Ã‰tats dits "fragiles".

La FacilitÃ© est donc opÃ©rationnelle depuis cinq ans. Y-a-t'il eu un bilan de son activitÃ© ou de son efficacitÃ© ? Comment est notamment assurÃ© le suivi des projets ?

Une Ã©valuation externe et indÃ©pendante a effectivement Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©e en 2009, et nous sommes aujourd'hui en train d'Ã©laborer sur cette base un nouveau plan stratÃ©gique. L'objectif est d'amÃ©liorer tant l'efficience de la FacilitÃ© que l'efficacitÃ© opÃ©rationnelle des projets eux-mÃªmes, les deux sont liÃ©s. Un effort devra notamment Ãªtre fait pour amÃ©liorer notre visibilitÃ©. Par ailleurs, nous devons encore amÃ©liorer la qualitÃ© des projets Ã l'entrÃ©e et nous assurer de la capacitÃ© des bÃ©nÃ©ficiaires de la FacilitÃ© Ã mettre en œuvre les projets qui ont Ã©tÃ© Ã©laborÃ©s, notamment, comme vous l'avez tous les aspects du suivi. Il faut nous assurer que toutes les conditions sont rÃ©unies pour que les projets aient un effet catalyseur. Un bon exemple de cet effet de levier a Ã©tÃ© fourni par un investissement rÃ©alisÃ© auprÃ¨s de la Commission du bassin du Lac Victoria,Â le montant de la FacilitÃ© a Ã©tÃ© de moins de 1 million d'euros, et le projet vient cette annÃ©e de recueillir un prÃªt de 82 millions d'euros auprÃ¨s de la BAD.

Cependant avec 67 projets en cours, la FAE elle-mÃªme doit renforcer ses capacitÃ©s de gestion et de suivi. Le Plan stratÃ©gique va sÃ»rement nous conduire Ã revoir partiellement nos domaines d'intervention. Pour l'heure, ces domaines sont au nombre de quatre : 1. Les investissements pour rÃ©pondre aux besoins en eau ; 2. Le renforcement de la gouvernance ; 3. La meilleure connaissance de l'eau ; et 4. Le renforcement de la base financiÃ¨re. ConcrÃ¨tement cela reprÃ©sente un spectre trÃ¨s large et la question se pose aujourd'hui de savoir si nous ne devrions pas focaliser notre action sur des champs plus restreints. Le sujet sera le point central des discussions qui seront tenues lors l'atelier de planification stratÃ©gique (prÃ©vu courant mars).

Enfin de nouvelles stratÃ©gies sont Ã trouver pour : mobiliser de nouvelles ressources en Ã©largissant le cercle des bailleurs de fonds, pour mieux partager les informations recueillies sur les projets plus avancÃ©s, pour mieux divulguer les meilleures pratiques.

Quelles approches la FAE essaie-t-elle de favoriser ?

La FAE se positionne sur l'Ã©laboration et l'exÃ©cution de projets pilotes qui sont basÃ©s sur des approches ou des technologies novatrices et qui pourront elles-mÃªmes Ãªtre aisÃ©ment vulgarisÃ©es. C'est par exemple l'installation de postes d'alimentation Ã consommation prÃ©payÃ©e dans un quartier dÃ©favorisÃ© de Kampala, ou la mise en place d'Ã©quipements de collecte des eaux de pluie dans six Ã©coles pilotes au Kenya, ou encore l'utilisation de l'Ã©nergie solaire pour l'alimentation en eau potable, la rÃ©utilisation des eaux pour l'irrigation, l'optimisation de la chaÃ®ne de l'assainissement, etc. Un volet important de l'action de la FacilitÃ© concerne l'information sur la ressource et l'instrumentalisation du recueil et du traitement des donnÃ©es : c'est l'objet de deux projets de suivi hydrologique, Volta-HYCOS et Niger-HYCOS. L'effort est aussi mis sur la gestion concertÃ©e des ressources : un projet a concernÃ© par exemple le systÃ¨me aquifÃ¨re du Sahara septentrional (SASS partagÃ© entre l'AlgÃ©rie, la Libye et la Tunisie) ; un autre concerne les systÃ¨mes aquifÃ¨res d'Iullemden et de Taoudeni/Tanezraift et du fleuve Niger. La dimension de prospective est Ã©videmment essentielle : c'est ainsi que le projet tunisien "StratÃ©gie Eau 2050" vient d'Ãªtre approuvÃ©.Â

Comment sont Ã©valuÃ©s les projets et existe-il des exemples probants et rÃ©ussis Ã partager ?

Les projets font l'objet d'une premiÃ¨re Ã©valuation, opÃ©rÃ©e en phase de dÃ©marrage ; ils sont ensuite, tout au longÂ du processus, soumis Ã des Ã©valuations trimestrielles avant de faire l'objet de deux rapports finaux, l'un rÃ©alisÃ© par le bÃ©nÃ©ficiaire et l'autre par la FAE. Ces procÃ©dures, qui sont relativement lourdes, justifient l'Ã©valuation prÃ©alable dont je parlais, destinÃ©e Ã valider la qualitÃ© des projets Ã l'entrÃ©e du processus.

D'autres procÃ©dures, que nous sommes progressivement en train de mettre en place, vont nous permettre d'Ã©valuer les impacts des projets dans le temps sur les populations, les institutions, la gouvernance, les Ã©quipements, l'environnement, etc. Ceci est une prÃ©occupation majeure mais qui impose davantage d'antÃ©rioritÃ© que celle dont nous disposons aujourd'hui. Nous commenÃ§ons nÃ©anmoins Ã disposer d'une base comparative pour des projets de mÃªme type.

Ã€ ce jour, quatorze projets sont achevÃ©s, qui sont probants. Le projet rÃ©alisÃ© Ã Kampala (les postes prÃ©payÃ©s) a, par exemple, significativement rÃ©duit le coÃ»t de l'eau pour les populations dÃ©favorisÃ©es de la paroisse concernÃ©e, en l'occurrence Kagugube. Un autre projet - celui concernant la Volta - a permis, grÃ¢ce Ã un soutien stratÃ©gique et en temps opportun, d'appuyer la crÃ©ation de l'AutoritÃ© du Bassin de la Volta - ABV, qui a conduit Ã la ratification de la Convention ABV.

Comment se matÃ©rialise la dimension de la communication pour le changement de comportement des populations ?

L'exemple de Kampala a bien montrÃ© que les populations, mÃªme dÃ©favorisÃ©es, ont la volontÃ© de payer pour un service de proximitÃ© qu'elles plÃ©biscitent. Dans le projet des six Ã©coles de Kisumu, au Kenya, l'objectif Ã©tait explicitement de rÃ©duire la corvÃ©e d'eau et d'initier les Ã©lÃ¨ves - et derriÃ¨re eux, les enseignant et les parents -Â Ã de nouveaux comportements d'hygiÃ¨ne.

Quel est le degrÃ© d'implication des mÃ©dias le programme de la FacilitÃ© Africaine de l'Eau ?

Nous essayons de communiquer, autant que faire se peut. Mais des efforts considÃ©rables restent ici Ã fournir ! NÃ©anmoins nous allons bientÃ´t mettre en ligne la nouvelle version de notre site Internet, qui nous permettra des mises Ã jour plus rapides et sur lequel nous publierons dorÃ©navant davantage de retours d'expÃ©riences. Par ailleurs, nous participons Ã toutes les grandes manifestations de l'eau. Notre communication passe en dÃ©finitive beaucoup par les confÃ©rences et les tables rondes qui sont organisÃ©es en collaboration avec les bÃ©nÃ©ficiaires des programmes. Nous avons aussi lancÃ© la production de nos premiers documentaires, qui seront Ã©videmment sur le nouveau site Internet.

En quoi le processus des forums mondiaux de l'eau contribue-t-il Ã l'action de la FAE ? Des propositions concrÃ¨tes sont-elles attendues du Forum de Marseille en mars 2012 ?

Le processus des forums mondiaux jalonne la rÃ©flexion. La FAE a Ã©videmment participÃ© aux cÃ´tÃ©s de la BAD et de l'AMCOW au Rapport rÃ©gional Afrique, prÃ©sentÃ© Ã Istanbul en mars 2009. Pour la prochaine Ã©dition, nous souhaiterions focaliser l'attention sur le thÃ¨meÂ "Eau, croissance et dÃ©veloppement" : montrer, Ã l'appui d'Ã©tudes chiffrÃ©es, la contribution majeure de la gestion de l'eau dans la croissance et le dÃ©veloppement. Ce rapport est Ã©vident pour les acteurs du secteur mais l'enjeu est de convaincre les autres partenaires politiques, Ã©conomiques et sociaux, et donc de prÃ©parer nos arguments en ce sens. L'objectif est ambitieux et nous sommes seulement dans la phase amont du projet, des partenaires ont Ã©tÃ© identifiÃ©s et nous devons maintenant trouver les moyens de rÃ©aliser cette Ã©tude. L'important est d'inscrire cette rÃ©flexion dans le processus des forums mondiaux, mais aussi dans celui des semaines africaines de l'eau.

La dimension de l'Ã©ducation est importante. Un autre volet concerne la formation des cadres et des techniciens de l'eau. Que pouvez-vous dire Ã ce sujet ?

Cette dimension est absolument prioritaire. La FAE soutient un projet de l'institut i2E Ã Ouagadougou destinÃ© Ã dÃ©velopper les capacitÃ©s des Ã©tats fragiles par la formation des ingÃ©nieurs et des techniciens dans le domaine de l'eau. Il faut former plus mais aussi former mieux ; cela veut dire adapter les formations Ã la demande et faire en sorte que les cadres et techniciens dont le continent a besoin soient rapidement opÃ©rationnels. Une grande partie de l'Afrique n'est encore qu'en phase d'Ã©quipement : il faut construire des ouvrages, prÃ©voir des unitÃ©s de traitement, installer des pÃ©rimÃ¨tres irriguÃ©s, soutenir le dÃ©veloppement de politiques et de stratÃ©gies, etc. Le continent a besoin d'autres 2iE !

Dans cette pÃ©riode si intense pour la Tunisie et son avenir, alors aussi que vous avez collaborÃ© Ã l'Institut national de recherche en gÃ©nie rural Eaux et ForÃªts, que peut-on dire du secteur de l'eau dans ce pays ? Il semble que comparativement aux autres pays du Maghreb, la Tunisie ait augurÃ© trÃ¨s tÃ´t une politique de l'eau ; est-ce exact ?

La Tunisie n'avait pas d'autre choix ; le pays est confrontÃ© Ã des problÃ¨mes qui touchent la quantitÃ© (la disponibilitÃ© de la ressource) et sa qualitÃ© - plutÃ´t mÃ©diocre. Les ouvrages hydrauliques s'inscrivent dans le temps et l'espace : ce sont les PhÃ©niciens qui ont rÃ©alisÃ© les premiers ouvrages, notamment dans la citÃ© de Kerkouane. Les Romains ont poursuivi cet effort, en alimentant Carthage grÃ¢ce Ã un aqueduc long de 132 kilomÃ¨tres ; les Arabes ont ensuite entretenu et dÃ©veloppÃ© ces savoir-faire. Cette ingÃ©nierie de l'eau est "inscrite dans nos gÃ¨nes". L'interconnexion des barrages, l'utilisation des eaux souterraines, la recharge des nappes, l'utilisation des eaux saumÃ¢tres et la rÃ©utilisation des eaux usÃ©es sont aujourd'hui le prolongement de ces efforts. Par ailleurs, la Tunisie a eu la chance d'avoir des gÃ©nÃ©rations de "grands commis de l'Ã‰tat" qui ont alimentÃ© une vision avancÃ©e du dÃ©veloppement. Ã€ l'IndÃ©pendance, l'eau a Ã©tÃ© in rang des prioritÃ©s, au mÃªme titre que la santÃ©, l'Ã©ducation et les droits de la femme. S'agissant de l'eau, les mÃ©nages on trÃ¨s tÃ´t bÃ©nÃ©ficiÃ© d'un tarif progressif ; ils ont aussi dÃ» trÃ¨s tÃ´t payer l'assainissement. Comme je l'ai Ã©voquÃ©, le pa engage aujourd'hui une Ã©tude prospective du secteur Ã l'horizon 2050. Cette Ã©tude intÃ¨grera tous les paramÃ¨tres requis : la dÃ©mographie, le changement climatique, les nouvelles technologies, la gouvernance et la participation des citoyens.Â .
Â

Â

Â ResSources

67 projets, pour un investissement total d'environ 80 millions d'euros, ont Ã©tÃ© approuvÃ©s depuis la mise en place de la FacilitÃ© en 2006. Ces projets, rÃ©partis dans 50 pays, couvrent les interventions suivantes :

13 projets portant sur la mise en œuvre de la gestion intÃ©grÃ©e des ressources en eau au niveau national ;

7 projets axÃ©s sur la mise en œuvre des
initiatives et des programmes de dÃ©veloppement des ressources en eau
transfrontaliÃ¨res en Afrique ;

13 projets d'investissement visant Ã attirer des ressources additionnelles ou Ã introduire des technologies innovantes ;

20 projets relatifs Ã la prÃ©paration des projets et programmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ;

14 projets d'appui Ã l'information et Ã la gestion des connaissances.

Depuis sa crÃ©ation, la FAE a mobilisÃ© 130 millions d'euros.

FacilitÃ© africaine de l'eauÂ - FAE